

Unité départementale de la Moselle  
4 rue François de Guise - CS 50551  
57009 Metz Cedex 01  
Tél : 03 54 44 02 80  
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 5 avril 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **TOTALENERGIES PETROCHEMICALS France**

Etablissement de Carling  
BP 90290  
57500 Saint-Avold

Références : ST\_AVOLD\_TEPF\_C2\_2022-03-18\_RAPVI\_inspection\_15-03-2022\_SCK\_31354

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/03/2022 dans l'établissement **TOTALENERGIES PETROCHEMICALS France** implanté Établissement de Carling BP 90290 57500 ST AVOLD. L'inspection a été annoncée le 11/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TOTALENERGIES PETROCHEMICALS France (TEPF)
- Établissement de Carling BP 90290 57500 Saint-Avold
- Code AIOT dans GUN : 0006207102
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED - MTD

La société TotalEnergies Pétrochemicals France (TEPF) est autorisée à exploiter plusieurs installations au sein de la plateforme Carling/Saint-Avold. Cet établissement est classé Seveso Seuil Haut et comporte plusieurs ateliers de production de résines d'hydrocarbures et de polymères, ainsi que des installations communes comprenant des installations de stockage et de distribution de matière première.

Le contrôle a concerné en particulier les installations de compression C2 (éthylène) également appelée "compression INEOS". Il s'agit des installations permettant l'envoi d'éthylène au travers d'une canalisation de transport vers l'établissement INEOS situé à Sarralbe.

La particularité de ces installations réside dans le fait que celles-ci appartiennent à INEOS mais sont exploitées par TEPF.

La présente inspection porte sur la problématique de la gestion et de la maîtrise des risques technologiques et en particulier sur le réexamen quinquennal des études de dangers.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Risques technologiques ;
- Réexamen des études de dangers;
- Maîtrise des risques.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Vérification périodique des installations	Arrêté Préfectoral du 22/08/2006, article 35.5.2	/	Sans objet
Matériels électriques de sécurité	Arrêté Préfectoral du 22/08/2006, article 35.5.3 (partiel)	/	Sans objet
Réexamen de l'étude de dangers	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 (partiel)	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats ont mis en évidence deux observations :

- l'exploitant doit s'assurer que TOTAL Raffinage France a bien réalisé les travaux de remise en conformité nécessaires sur le poste de livraison d'éthylène PC1 et clarifier avec eux la situation administrative du poste (équipements relevant de la réglementation des canalisations de transport et ceux relevant de la législation des ICPE) ;
- Il est rappelé à l'exploitant la nécessité de modifier et de mettre à jour le tableau des MMR figurant dans son étude de dangers OPECOM, ainsi que les documents qui en découlent, afin de préciser le niveau de confiance minimal requis pour chacune de ses MMR au regard des modes communs de défaillance éventuellement identifiés sur chacun des scénarios (et ce afin de ne pas dépasser la probabilité maximale d'occurrence déterminée pour les accidents associés).

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Vérification périodique des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/08/2006, article 35.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maitrise des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> Un contrôle annuel du respect du texte [cité à l'article 35.5.1] est réalisé par un organisme tiers agréé. Le résultat de ce contrôle est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le rapport de vérification électrique de 2021 de l'installation de compression C2 a été présenté. Celui-ci relève 5 anomalies concernant des repérages d'installations. Selon l'exploitant ces anomalies sont mineures et feront l'objet d'actions correctives.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Matériels électriques de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/08/2006, article 35.5.3 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maitrise des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les canalisations électriques ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégées contre les chocs, la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.
<b>Constats :</b> Un rapport de visite du 29/10/2021 de la canalisation Ethylène Est exploitée par TOTAL Raffinage France (Direction des Pipelines) et menée par la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes a été communiqué à la DREAL Grand-Est. Ce rapport fait état de non conformités électriques concernant le poste de livraison PC1. Il est ainsi précisé dans la fiche de constat n°3 : « Vérification du poste PC1 de Carling : la conclusion du rapport de [l'organisme agréé] indique que le poste présente des risques d'incendie et d'explosion. Le rapport recommande pour les "récepteurs/prises de courant/points lumineux de supprimer les câbles coupés et inutilisés par des bouchons adaptés à la zone ATEX". Cette non-conformité avait déjà été signalée en 2019. Vu sur terrain lors de la visite, installation appartenant au site pétrochimie. »  Selon l'exploitant, ce qu'a indiqué TOTAL Raffinage France à la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes est erroné, le poste de livraison n'étant pas sous sa responsabilité mais bien sous celle de TOTAL Raffinage France. En outre TEPF indique qu'il n'a pas eu connaissance de ce rapport de vérification électrique et ne travaille pas avec l'organisme agréé qui a procédé à la prestation de contrôle. Le courriel TOTAL Raffinage France du 15/03/2022 adressé à TEPF Carling a été présenté à l'inspection. Celui-ci précise que les travaux ont été réalisés en février 2022 : les câbles coupés ont été supprimés et des bouchons ont été installés. Cependant TOTAL Raffinage France indique qu'ils ne possèdent pas de rapport d'intervention.
<b>Observations :</b> L'exploitant devra s'assurer que TOTAL Raffinage France a bien réalisé les travaux de remise en conformité nécessaires sur le poste PC1 compte tenu des risques d'effets dominos sur les installations de l'établissement. Il devra également clarifier la situation administrative du poste avec TOTAL Raffinage France et bien définir avec eux les équipements relevant de la réglementation afférente aux canalisations de transport et ceux relevant de la législation des ICPE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Réexamen de l'étude de dangers**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maitrise des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] 3. Élaboration de l'étude de dangers en fonction des conclusions de l'analyse de risques. L'étude de dangers que l'exploitant remet à l'administration contient les principaux éléments de l'analyse de risques, sans la reproduire. L'étude de dangers décrit les mesures de conception, les mesures d'ordre technique et les mesures d'organisation et de gestion pertinentes propres à réduire la probabilité et/ou les effets des phénomènes dangereux et à agir sur leur cinétique. [...] Elle contient par ailleurs a minima les informations prévues à l'annexe III.  Annexe III : [...] <b>3. Identification et analyse des risques d'accident et moyens de prévention :</b> a) Description détaillée des scénarios d'accidents majeurs possibles et de leurs probabilités ou conditions d'occurrence comprenant le résumé des événements pouvant jouer un rôle dans le déclenchement de chacun de ces scénarios, que les causes soient d'origine interne ou externe à l'installation ; [...]  d) Description des paramètres techniques et équipements installés pour la sécurité des installations. [...]
<b>Constats :</b> L'étude de dangers OPECOM (Opérations Communes) a été réexaminée et révisée par l'exploitant en janvier 2020.  Le contrôle a porté sur la fiabilisation des mesures de maîtrise des risques mises en œuvre sur la station de compression C2 et qui sont décrites au chapitre 7 de l'étude de dangers (document confidentiel).  Le contrôle a été réalisé par sondage et a porté sur la cohérence des nœuds papillons , permettant la détermination de la probabilité des scénarios majeurs, les niveaux de confiance associés aux mesures de maîtrise des risques (MMR) et leur présence sur le terrain ainsi qu'en salle de contrôle.  La fiabilisation des MMR de la station de compression C2 a été réalisée en octobre 2021. Cette fiabilisation a consisté en un changement complet des chaines de sécurité comprenant la détection et le basculement sur des APS (automate de sécurité) et permettant d'augmenter les niveaux de confiance associés à ces mesures de sécurité.  Les documents présentés soulèvent une observation qui est reprise en partie confidentielle du présent rapport.  La visite de terrain ainsi que de la salle de contrôle ne soulèvent pas d'observation.
<b>Observations :</b> Il est rappelé à l'exploitant la nécessité de modifier et de mettre à jour le tableau des MMR figurant en annexe 7-8 de son étude de dangers OPECOM, ainsi que les documents qui en découlent dans le cadre de son Système de Gestion de la Sécurité, afin de préciser le niveau de confiance minimal requis pour chacune de ses MMR au regard des modes communs de défaillance éventuellement identifiés sur chacun des scénarios (et ce afin de ne pas dépasser la probabilité maximale d'occurrence déterminée pour les accidents associés).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet